

4. RÉSULTATS ET PERSPECTIVES

La présente section présente les résultats financiers pour l'exercice du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011.

4A. ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

EXAMEN DU RENDEMENT

(en milliers de dollars)

	2010-2011	2009-2010	Écart en \$	Écart en %
Revenus	649 948	566 714	83 234	14,7 %
Dépenses	(1 839 546)	(1 789 353)	(50 193)	2,8 %
Financement public	1 159 938	1 142 673	17 265	1,5 %
Revenus hors exploitation	-	21 566	(21 566)	(100,0 %)
Impôts	-	101	(101)	(100,0 %)
Résultats nets de l'exercice	(29 660)	(58 299)	28 639	(49,1 %)
Autres éléments du résultat étendu	5 000	-	5 000	s. o.
Total du résultat étendu de l'exercice	(24 660)	(58 299)	33 639	(57,7 %)

En 2009-2010, la Société a entrepris la mise en œuvre d'un plan de redressement étalé sur deux ans dans le but de résorber un déficit budgétaire de 171 millions de dollars, conséquence du ralentissement économique et de la progression constante de divers coûts, dont les coûts de programmation. Des mesures visant à réduire les coûts et à accroître les revenus ont été adoptées pour gérer les pressions budgétaires.

Pour financer l'exécution du plan de redressement, la Société a notamment vendu des créances à long terme se chiffrant à 153 millions de dollars. La comptabilisation du produit de la vente n'a pas eu pour effet d'augmenter les résultats nets de l'exercice 2009-2010, étant donné que le gain réalisé avait été comptabilisé à titre de revenus au cours d'exercices antérieurs.

Dans la foulée du redressement de l'économie survenu en 2010-2011, les revenus totaux ont augmenté de 83,2 millions de dollars (14,7 pour cent) et se sont établis à 649,9 millions de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable aux revenus publicitaires, en hausse de 58,5 millions de dollars, et aux contributions provenant du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL), majorées de 17 millions de dollars.

L'augmentation des revenus totaux a été annulée en partie par l'accroissement des dépenses de 50,2 millions de dollars (2,8 pour cent), dont on peut voir la ventilation dans le tableau qui suit. Cet accroissement est attribuable aux dépenses supplémentaires engagées au titre de la programmation locale, lesquelles ont été couvertes par des rentrées additionnelles. Par exemple, l'enrichissement de la programmation locale à la télévision a été rendu possible par l'apport financier accru du FAPL.

COMPARAISON DES DÉPENSES*(en millions de dollars)*

Dépenses au 31 mars 2010	1 789
Compressions en vertu du plan de redressement (deuxième année)	(30)
Majorations de coûts inévitables (salaires, droits et autres majorations de coûts inévitables)	22
Augmentation des coûts de programmation financée par des rentrées additionnelles (notamment au titre de la publicité pour la FIFA et du FAPL)	66
Autres (consolidation d'ARTV, augmentation de l'amortissement, diminution de la charge de retraite à payer, perte sur les placements dans les entités sous influence notable)	(7)
Dépenses au 31 mars 2011	1 840

Les crédits parlementaires totaux reçus au cours de l'exercice 2010-2011 ont, en réalité, diminué de 2,4 millions de dollars. Cependant, le financement public constaté à des fins comptables est augmenté de 17,3 millions de dollars (1,5 pour cent). Cela s'explique par des virements plus élevés effectués en 2009-2010 entre le crédit parlementaire d'exploitation et le crédit parlementaire d'immobilisations de même que par des variations de l'amortissement du financement des immobilisations reporté.

Alors qu'en 2009-2010, des revenus hors exploitation de 21,6 millions de dollars qui découlaient essentiellement de la constatation de revenus reportés tirés de la vente des actifs du service audionumérique payant Galaxie avaient été comptabilisés, aucun revenu de ce genre n'a été reçu en 2010-2011.

Le total du résultat étendu de l'exercice 2010-2011 se chiffre à une perte de 24,7 millions de dollars, soit 33,6 millions (57,7 pour cent) de moins que l'an passé. Comme prévu, le produit de la cession de créances à long terme en 2009-2010 a servi à en éponger la perte, conformément à notre plan de redressement d'une durée de deux ans.

REVENUS

En 2010-2011, les revenus ont bondi de 83,2 millions de dollars (14,7 pour cent) comparativement à 2009-2010. La remontée des revenus publicitaires une fois la crise économique passée et l'encaissement des contributions du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) sur une année complète sont les principaux moteurs de cette hausse.

(en milliers de dollars)	2010-2011	2009-2010	Écart en \$	Écart en %
Publicité				
Services anglais	244 736	195 505	49 231	25,2 %
Services français	122 964	113 729	9 235	8,1 %
Total partiel	367 700	309 234	58 466	18,9 %
Services spécialisés				
CBC News Network	81 655	84 616	(2 961)	(3,5 %)
RDI	54 773	52 034	2 739	5,3 %
bold	4 146	4 217	(71)	(1,7 %)
Galaxie	–	3 485	(3 485)	(100,0 %)
<i>documentary</i>	4 464	4 283	181	4,2 %
ARTV	7 933	–	7 933	s. o.
Total partiel	152 971	148 635	4 336	2,9 %
Revenus de financement et autres				
Services anglais	46 575	30 081	16 494	54,8 %
Services français	47 034	35 647	11 387	31,8 %
Services institutionnels	35 668	43 067	(7 399)	(17,2 %)
Total partiel	129 277	108 845	20 432	18,8 %
Total	649 948	566 714	83 234	14,7 %

PUBLICITÉ

Les revenus tirés de la publicité par les Services anglais et les Services français en 2010-2011 sont substantiels, augmentant respectivement de 49,2 millions de dollars (25,2 pour cent) et de 9,2 millions de dollars (8,1 pour cent). Le redressement de l'économie est le principal facteur de cette reprise. Toutefois, la Société devance les autres radiodiffuseurs canadiens à ce titre, grâce à la qualité de sa grille de programmation et aux cotes d'écoute de ses services de télévision, aux revenus publicitaires engendrés par la couverture de la Coupe du monde de la FIFA, aux séries éliminatoires du hockey qui se sont étendues sur une longue période, à l'efficacité accrue des ventes et à l'expansion qui se poursuit dans le secteur numérique (TOU.TV, les matchs de la FIFA et *Hockey Night in Canada*).

SERVICES SPÉCIALISÉS

Une augmentation unique des revenus d'abonnement constatée en 2009-2010 explique la diminution de 3,0 millions de dollars (3,5 pour cent), sur douze mois, des revenus de CBC News Network.

Du côté du RDI, la croissance constatée est imputable aux revenus publicitaires et aux revenus d'abonnement.

La Société a cessé d'exploiter le service audionumérique payant Galaxie en 2009 et tous les contrats restants avec des entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR) ont été cédés à l'acquéreur, Stingray Digital Media Group.

Après avoir fait l'acquisition de parts supplémentaires dans ARTV en juillet 2010, la Société comptabilise désormais les résultats de la chaîne dans ses résultats financiers consolidés au poste de revenus intitulé Services spécialisés.

REVENUS DE FINANCEMENT ET AUTRES REVENUS

Les revenus de financement et autres revenus inscrits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011 ont augmenté de 16,5 millions de dollars (54,8 pour cent) et de 11,3 millions de dollars (31,8 pour cent) pour les Services anglais et les Services français respectivement.

Ces augmentations proviennent surtout du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL), dont les contributions ont dépassé de 17,0 millions de dollars celles de l'exercice précédent. Ce dépassement tient au fait que les contributions correspondaient à une période d'admissibilité de 12 mois en 2010-2011 contre une de sept mois en 2009-2010.

Les écarts constatés entre les revenus des Services anglais et ceux des Services français s'expliquent également par l'essor des activités du diffuseur hôte, l'accroissement des ventes d'émissions, la hausse du nombre de commandites d'émissions sportives et l'expansion des initiatives de développement commercial (couverture sans fil et attribution de sous-licences de diffusion pour les matchs de la FIFA, *Hockey Night in Canada* sans fil et en 3D, service de vidéo sur demande Netflix de Rogers, CBC News Express/RDI Express).

La vente de créances à long terme en 2009 explique largement la diminution des revenus des Services institutionnels. Sur 12 mois, ceux-ci accusent une baisse de 7,4 millions de dollars (17,2 pour cent) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011, car les intérêts sur les créances ont été constatés, avant la vente, comme revenus de financement.

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les dépenses d'exploitation se sont accrues de 50,2 millions de dollars, soit de 2,8 pour cent, par rapport à 2009-2010. Les Services anglais et les Services français sont responsables d'une forte proportion (56,9 pour cent) de cette augmentation. La consolidation des résultats d'ARTV dans le compte de résultats de CBC | Radio-Canada a entraîné la comptabilisation de dépenses supplémentaires de 9,1 millions de dollars, qui représentent 18,1 pour cent de l'augmentation totale.

(en milliers de dollars)	2010-2011	2009-2010	Écart en \$	Écart en %
Services de radio, de télévision et de nouveaux médias				
Services anglais	876 537	854 482	22 055	2,6 %
Services français	600 241	593 721	6 520	1,1 %
Total partiel	1 476 778	1 448 203	28 575	2,0 %
Services spécialisés				
CBC News Network	73 397	65 778	7 619	11,6 %
RDI	44 327	44 494	(167)	(0,4 %)
bold	3 845	3 544	301	8,5 %
Galaxie	–	4 515	(4 515)	(100,0 %)
<i>documentary</i>	2 643	2 663	(20)	(0,8 %)
ARTV	9 061	–	9 061	s. o.
Total partiel	133 273	120 994	12 279	10,1 %
Amortissement des immobilisations corporelles	112 656	110 063	2 593	2,4 %
Amortissement des actifs incorporels	17 887	17 617	270	1,5 %
Transmission, distribution et collecte	54 573	52 368	2 205	4,2 %
Administration nationale	12 804	12 216	588	4,8 %
Paiements aux stations privées	3 018	3 697	(679)	(18,4 %)
Coûts du financement	23 557	24 195	(638)	(2,6 %)
Perte sur les placements dans les entités sous influence notable	5 000	–	5 000	s. o.
Total	1 839 546	1 789 353	50 193	2,8 %

Les dépenses d'exploitation des Services anglais et des Services français ont augmenté, respectivement, de 22,1 millions de dollars (2,6 pour cent) et de 6,5 millions de dollars (1,1 pour cent). Ces écarts s'expliquent par l'augmentation des droits d'émissions et des coûts de production entraînée par l'amélioration de la grille de programmation et par l'accroissement des activités numériques (TOU.TV, les matchs de la FIFA sans fil, *Hockey Night in Canada* sans fil, le service de vidéo sur demande de Rogers et News Express/RDI Express), l'essor des activités du diffuseur hôte et la hausse du nombre de commandites d'émissions sportives. D'autres initiatives de programmation régionale financées par le Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) contribuent également à la hausse des coûts de la programmation locale. Enfin, les dépenses au titre des droits d'émissions ont été plus élevées en raison de la diffusion des matchs de la Coupe du monde de la FIFA à l'été 2010. Toutes ces augmentations ont été compensées en partie par une diminution de la charge de retraite à payer.

Au sein des services spécialisés, les coûts comptabilisés pour CBC News Network ont augmenté de 7,6 millions de dollars (11,6 pour cent) en 2010-2011 par rapport à ceux de l'exercice précédent en raison d'un rehaussement de la grille de programmation et de la mise en œuvre, en octobre 2009, d'un modèle révisé de répartition des coûts des services de nouvelles. Comme il a été indiqué plus haut, les résultats d'ARTV sont désormais consolidés dans les résultats financiers de CBC | Radio-Canada, de sorte que les dépenses de la chaîne sont présentées au poste de dépenses d'exploitation intitulé Services spécialisés. La Société a cessé d'exploiter le service audionumérique payant Galaxie en 2010 et aucune dépense d'exploitation n'est plus comptabilisée pour ce service.

La perte sur les placements dans les entités sous influence notable correspond à une perte de 5,0 millions de dollars sur les actions de catégorie A de Sirius. Cette perte est compensée par un gain non réalisé de 5,0 millions de dollars sur les actions de catégorie C de Sirius, gain qui est comptabilisé au poste Autres éléments du résultat étendu.

FINANCEMENT PUBLIC

(en milliers de dollars)

	2010-2011	2009-2010	Écart en \$	Écart en %
Crédits parlementaires d'exploitation	1 031 581	1 017 587	13 994	1,4 %
Crédits parlementaires pour le fonds de roulement	4 000	4 000	–	–
Amortissement du fonds d'immobilisations reporté	124 357	121 086	3 271	2,7 %
Total	1 159 938	1 142 673	17 265	1,5 %

Les méthodes comptables appliquées pour la constatation des revenus ont eu pour effet d'augmenter de 17,3 millions de dollars le financement public constaté en 2010-2011. Cependant, les crédits parlementaires totaux ont, en réalité, diminué de 2,4 millions de dollars. Ils n'incluaient aucun fonds pour couvrir l'inflation des salaires et reflétaient une réduction de financement dans le cadre des mesures de limitation des coûts annoncées dans le budget fédéral de 2007.

Les crédits parlementaires affectés à l'exploitation se sont accrus de 14,0 millions de dollars (1,4 pour cent) en 2010-2011, comparativement à l'exercice précédent. L'écart est attribuable à des virements plus élevés (16,4 millions de dollars) du crédit parlementaire d'exploitation au crédit parlementaire d'immobilisations effectués en 2009-2010, virements qui ont été compensés par la réduction budgétaire de 2,4 millions de dollars mentionnée ci-dessus.

L'amortissement du fonds des immobilisations reporté est comptabilisé au titre des revenus, et est lié à l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels.

AUTRES

(en milliers de dollars)

	2010-2011	2009-2010	Écart en \$	Écart en %
Revenus hors exploitation	–	21 566	(21 566)	(100,0 %)
Impôts	–	101	(101)	(100,0 %)
Autres éléments du résultat étendu	5 000	–	5 000	s. o.
Total	5 000	21 667	(16 667)	(76,9 %)

En 2009-2010, les revenus hors exploitation étaient constitués du gain net réalisé par la monétisation de créances à long terme et d'une partie des revenus reportés liés à la vente des actifs de Galaxie, l'ancien service audionumérique payant de la Société.

Les autres éléments du résultat étendu comprennent un gain non réalisé net de 5,0 millions de dollars sur les actions de catégorie C de Sirius attribuable à la fusion de Sirius Canada et de Canadian Satellite Radio (CSR) Holdings Inc. (société mère de XM Canada).

4B. SITUATION FINANCIÈRE, FLUX DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS

Les flux de trésorerie de la Société qui proviennent de ses activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau suivant :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2010-2011	2009-2010	Écart en \$	Écart en %
Trésorerie – début de l'exercice	50 003	33 160	16 843	50,8 %
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	44 783	(126 767)	171 550	135,3 %
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	81 841	119 575	(37 734)	(31,6 %)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(117 626)	24 035	(141 661)	(589,4 %)
Variation de la trésorerie	8 998	16 843	(7 845)	(46,6 %)
Trésorerie – fin de l'exercice	59 001	50 003	8 998	18,0 %

Comme on peut le voir, les soldes de trésorerie de la Société se sont établis à 59,0 millions de dollars au 31 mars 2011. Cette hausse de 9,0 millions est attribuable aux activités suivantes.

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

En 2010-2011, les rentrées nettes provenant des activités de radiodiffusion courante et des activités accessoires de la Société se sont élevées à 44,8 millions de dollars. Par comparaison, ces mêmes activités avaient exigé des sorties de fonds totalisant 126,8 millions de dollars en 2009-2010. Cette amélioration des flux de trésorerie est principalement le résultat de la croissance de 28,6 millions de dollars des résultats d'exploitation et d'une augmentation de 144,2 millions de dollars des soldes du fonds de roulement.

Cette augmentation de 144,2 millions est surtout composée d'une baisse de 100,2 millions, sur douze mois, des fonds affectés aux paiements anticipés relatifs aux droits de diffusion d'émissions sportives et autres. Le reste provient essentiellement d'une augmentation des flux de trésorerie provenant des créances en souffrance (64,7 millions de dollars) ainsi que d'une augmentation du passif au titre des régimes de retraite et des passifs liés au personnel (43,1 millions de dollars), qui a été compensée par une diminution des flux de trésorerie affectés aux créditeurs et aux charges à payer (60,7 millions) en 2010-2011. Les charges à payer comprenaient des paiements rétroactifs en remplacement d'impôts fonciers de 26,3 millions de dollars que la Société a été contrainte par la Cour suprême du Canada de faire en 2010-2011 à la Ville de Montréal et à la Ville de Toronto.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement de la Société ont trait principalement au financement de ses immobilisations (biens, équipements et logiciels) au moyen des crédits parlementaires reçus à cette fin, qui sont contrebalancés par des paiements faits deux fois par an quant au remboursement de la dette obligataire du Centre canadien de radiodiffusion, à Toronto. Dans l'ensemble, les activités de financement sont à l'origine de flux de trésorerie de 81,8 millions de dollars en 2010-2011, comparativement à 119,6 millions en 2009-2010.

Les crédits parlementaires au titre des immobilisations accusent une baisse de 16,4 millions de dollars en raison de virements du crédit d'exploitation au crédit des immobilisations en 2009-2010.

De plus, un passif financier à long terme de 10,2 millions de dollars comptabilisé en 2009-2010 est maintenant présenté dans les activités d'exploitation, puisqu'il s'agit d'un élément à court terme. Ce passif est lié à la monétisation de certaines créances de la Société. Ce changement de classification est compensé dans le poste Activités d'exploitation; il entraîne néanmoins une diminution de 20,4 millions de dollars, sur douze mois, des flux de trésorerie provenant des activités de financement.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont trait aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations et d'investissements en actifs (biens, équipements, logiciels et participations dans d'autres entreprises). Ces activités augmentent ou réduisent la trésorerie de la Société. En 2010-2011, 117,6 millions de dollars ont été affectés aux activités d'investissement, comparativement aux 24,0 millions de dollars rapportés par ces activités l'exercice précédent.

Cet écart s'explique principalement par une entrée de 133,6 millions de dollars en 2009-2010, en contrepartie d'une cession de créances à long terme dans le cadre du plan de redressement étalé sur deux ans.

4C. PERSPECTIVES

La Société, ayant terminé la mise en œuvre du plan de redressement, entend se concentrer sur son plan stratégique quinquennal, qu'elle a lancé le 1^{er} février 2011. *Partout, Pour tous* est sa réponse à un environnement de radiodiffusion et à un univers médiatique en évolution rapide, à des changements démographiques, à de nouvelles technologies ainsi qu'à une offre multipliée de plateformes et de contenus. Tous ces facteurs influent sur nos revenus, nos coûts d'exploitation et nos besoins en capital. Ayant établi un plan financier exhaustif, la Société est convaincue d'atteindre ses objectifs à condition de pouvoir compter sur un financement stable à long terme, c'est-à-dire des crédits parlementaires, l'accès au complément de financement pour la programmation canadienne de 60 millions de dollars qu'elle reçoit depuis 2001-2002 et le maintien des contributions du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) et du Fonds des médias du Canada (FMC).

Chaque année depuis 2001-2002, le gouvernement verse à CBC | Radio-Canada 60 millions de dollars qu'elle investit dans sa programmation. Ce complément de financement fort apprécié a permis de renforcer la programmation radio et télévision dans les secteurs des dramatiques, des émissions pour enfants, des documentaires ainsi que des arts et de la culture.

Le gouvernement fédéral a annoncé, dans son budget de 2010, d'autres mesures de limitation des coûts, notamment l'abolition du financement de l'inflation des salaires de 2010-2011 à 2012-2013. CBC | Radio-Canada reçoit à ce titre 13,8 millions de dollars par an. En outre, le gouvernement a fait savoir qu'il procéderait à un Examen stratégique et fonctionnel dans l'ensemble de l'administration fédérale en 2011-2012. À la date de parution du présent Rapport annuel, CBC | Radio-Canada ignore encore si cet examen aura des conséquences sur son financement et, le cas échéant, quelles seront ces conséquences.

À l'instar d'autres radiodiffuseurs, la Société compte sur l'aide financière du Fonds des médias du Canada (FMC) pour les émissions canadiennes réalisées par des producteurs indépendants et dont les droits de diffusion sont acquis par les radiodiffuseurs à moindre coût. Le budget du FMC est composé d'une enveloppe de 100 millions de dollars du gouvernement supplémenté par des contributions des entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR). Un financement permanent et un accès continu aux productions indépendantes soutenues par le FMC sont deux piliers du plan financier de CBC | Radio-Canada.

Le maintien en place du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) est un autre élément essentiel à la réussite du plan financier de la Société. Grâce à la contribution de 36,7 millions de dollars reçue en 2010-2011, la Société a pu rehausser sa programmation télévisuelle locale dans de petits centres.

Par ailleurs, nous devons maintenir nos revenus autogénérés sur une courbe ascendante et tirer des gains d'efficacité accrus de notre exploitation. En 2015, la Société vise à obtenir une plus grande souplesse financière pour financer les éléments clés qui permettront d'implanter sa nouvelle stratégie. Avec *Partout, Pour tous*, nous nous engageons à :

- équilibrer le plan financier global et améliorer le niveau de service que nous offrons aux Canadiens, sans abandonner nos auditoires existants;
- trouver des initiatives pour accroître les revenus, réduire les coûts et réaffecter les ressources, et examiner nos actifs pour en maximiser la valeur le plus possible;
- réduire davantage nos coûts d'exploitation. Nous avons entrepris un examen des coûts administratifs et généraux à l'échelle de l'entreprise ainsi qu'un examen de nos dépenses globales pour l'achat de biens et de services;
- revoir nos méthodes de production dans les réseaux et notre utilisation de la technologie pour accroître notre efficacité;
- explorer des possibilités de partenariat;
- réévaluer nos priorités dans un environnement qui évolue rapidement.

Parmi nos initiatives, mentionnons le passage progressif à une gestion intégrée des revenus (l'exploration de toutes les options qui s'offrent à la Société pour maximiser les revenus tirés de ses contenus), une approche plus globale pour l'approvisionnement et le marchandisage et la mise au point d'autres outils de publicité en ligne, à mesure que les débouchés numériques se multiplient et se greffent de plus en plus aux médias traditionnels.

5. RISQUES

GESTION DES RISQUES

En tant que radiodiffuseur public national du Canada, CBC | Radio-Canada occupe une place importante au sein du système canadien de radiodiffusion et fait face à des risques uniques sur le plan de la planification et de l'exploitation. Comme tous les radiodiffuseurs, la Société doit s'adapter aux changements technologiques, à l'évolution démographique et aux exigences changeantes des consommateurs, ainsi qu'aux changements structurels qui surviennent dans l'industrie. En tant que radiodiffuseur public qui a le mandat prévu par la loi de servir tous les Canadiens, CBC | Radio-Canada est confrontée également à des défis financiers et à des risques uniques.

Le programme de gestion des risques de CBC | Radio-Canada s'inscrit dans un cadre à l'échelle de l'organisation intégré aux processus opérationnels. La responsabilité de la gestion des risques est partagée entre les groupes suivants : le Conseil d'administration de CBC | Radio-Canada et son Comité de vérification, l'Équipe de la haute direction, la Vérification interne et les divisions opérationnelles.

Le Conseil d'administration exerce sa gouvernance à l'égard des principaux risques auxquels est exposée la Société, il approuve les grandes politiques et s'assure que les processus et systèmes nécessaires pour gérer les risques sont en place.

Le Comité de vérification du Conseil exerce une surveillance des principaux risques, en discutant de leur situation avec la direction pendant ses réunions trimestrielles et en veillant à ce que cette dernière mette en place des programmes pour évaluer l'efficacité des contrôles internes.